L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS MARDI MATIN, 30 NOVEMBRE 1875. 49me Année.

DUFOUR & LIMET,
PROPRIÉTAIRES-EDITEURS.

NOUVELLE-ORLÉANS.

MARDI MATIN, 30 NOVEMBRE.

VENTES A L'ENCAN DE CE JOUR.

Par E. Roger & Co., dans leurs salles d'encan—bottes, souliers et brodequins.

Par Placide J. Spear, au No 68 rue St-Louis entre le Passage de la Bourse et Royale, café, liqueurs, installations de buvette, etc.

Par R. M. & B. J. Montgomery au No 100 de la rue du Canal, entre Camp et St. Charles, marchandises sèches étrangères et américaines.

Par Vincent & Co. aux Nos 62 et 64 de la rue de la Douane—marchandises sèches étrangères et américaines.

Par Hoffman, Marks & Co., à leur salle de ventes, rue des Magasins—chaussures.

SPECTACLES.

Mardi, 30 Novembre 1875.

VARIÉTÉS—Big Bonanza.
ACADÉMIE—Little Silver.
ST-CHARLES—Buffalo Bill Combination.

Les Périls de la République.

Nous comparions, dernièrement, la situation que présentait cette république en 1860 avec celle qu'elle offre aujourd'hui. Il n'est pas sans intérêt de rechercher la cause principale de ce changement, car nous sommes encore exposés à voir cette même cause à l'œuvre et menaçant la république de nouveaux périls.

L'idéal d'un bon gouvernement dans une république fédérale serait celui dont les fonctions seraient réduites à un simple mécanisme administratif, et qui se mêlerait le moins possible des affaires intérieures des Etats de la confédération et le moins possible aussi des affaires financières et commerciales du peuple. Le gouvernement de Washington, dans l'esprit des auteurs de la Constitution, devait être une simple agence centrale des Etats, destinée à régler les rapports des Etats entr'eux et avec le monde extérieur et à représenter les Etats-Unis dans leurs relations avec les autres puissances.

On a dit "bienheureux les peuples qui n'ont pas d'histoire," ne pourrait-on en dire autant des peuples dans l'existence desquels la politique ne jouerait qu'un rôle nul ou insignifiant? Mais la lutte paraît être aussi inhérente à la vie des sociétés qu'à celle des individus.

L'histoire des Etats-Unis nous fait donc assister à une lutte constante entre deux grands courants d'opinion, l'un tendant à restreindre la sphère d'action du gouvernement central, l'autre tendant à l'étendre, mais, dans la longue guerre que se sont livrée sur ce terrain, les partis whig et démocrate, pendant la plus grande partie du premier siècle de la république, le débat portait encore sur de grandes questions d'intérêt général. Le parti whig a fini par succomber, mais en laissant un nom honorable et respecté et des souvenirs qui peuvent être rappelés avec orgueil, car il ne le cédait ni en patriotisme, ni en amour du bien public à son adversaire.

On regrette, profondément, en voyant ce qu'ont été ses successeurs, qu'il ait disparu de la scène, car, au lieu de voir le peuple appelé à se prononcer sur des questions d'intérêt public, on l'a vu se laisser égarer par des démagogues dans la voie qui conduit aux déchirements et à la guerre civile. C'est une phase dangereuse dans l'histoire des démocraties, que celle où l'âpre ambition des démagogues remplace les questions utiles et nécessaires par l'appel aux passions et aux préjugés. Lorsque la théorie du know-nothingisme fut mise en avant et lancée comme une pomme de discorde au milieu d'un peuple composé d'éléments si hétérogènes, elle échoua misérablement. Elle fit l'effet d'une fusée qui jette un éclat brillant et disparaît. Elle reposait sur un sentiment qui n'avait rien de noble; elle était illogique et ne dégénérait pas assez le but égoïste des initiateurs du mouvement.

Le parti républicain ou abolitioniste qui succédait au parti know-nothing, ne représentait, pas plus que celui-ci, un grand intérêt général. Il cachait sous une idée humanitaire un but tout aussi personnel, la poursuite du pouvoir; mais cette idée devait avoir des conséquences bien décisives sur les destinées de la nation. Tandis qu'elle séduisait les masses au Nord et changeait la complexion politique d'Etats restés jusqu'alors démocrates, elle alarmait à ce point les intérêts au Sud qu'elle précipitait une catastrophe que les esprits les plus clairvoyants étaient loin de croire si proche.

L'abolition de l'esclavage n'était qu'une question de temps; elle se serait effectuée sans secousse comme l'abolition du servage en Russie, si les Etats à esclaves eussent été laissés à eux-mêmes.

Aussi, quand on calcule ce qu'a coûté aux Etats-Unis l'introduction de cette question brûlante dans leur politique fédérale, on est effrayé de l'énormité des sacrifices qu'a entraînés cette satisfaction donnée à un sentiment humanitaire. Ce n'est pas seulement une perte matérielle qu'il y a à déplorer, c'est le fait que cette crise violente qui dure encore depuis quinze ans, a complètement dévoyé le peuple américain et l'a lancé en pleine démagogie.

Examinons, en effet, la situation actuelle.

Les résultats de la guerre ayant été acceptés par le parti démocrate, on est en peine, écrit un correspondant de New York à un grand journal de Paris, le *Temps*, de distinguer les différences politiques qui séparent les démocrates des républicains, tellement leurs programmes se ressemblent.

Cela est parfaitement juste. Les deux grandes questions d'intérêt matériel qui se partagent les opinions dans le pays, la question financière et la question de tarif, étant des questions d'un intérêt sectionnel, divisent également les démocrates et les républicains. La tentative récente des démocrates de l'Ohio a prouvé qu'il était dangereux de faire de la première de ces questions un terrain de bataille politique.

Que reste-t-il alors en litige entre les démocrates exclus du pouvoir depuis quinze ans et leurs adversaires qui ont eu la disposition exclusive de toutes les branches du gouvernement pendant cette période. Il reste précisément l'usage abusif qu'ont fait les républicains du pouvoir et la longue kyrielle d'actes d'arbitraire, de fraude et de corruption qui ont lassé la patience du pays.

Sur ce terrain de la pratique du passé et de la réforme pour l'avenir, la démocratie est toute puissante et elle est assurée du triomphe si le débat est renfermé dans ces limites. Incapable de se défendre sur des questions de fait, dont l'appréciation morale ne peut prêter à aucune équivoque, la coterie de Grant ne veut pas renoncer au pouvoir et elle cherche à jeter dans l'arène politique un nouveau sujet à sensation qui puisse exciter encore les passions et affoler le pays une seconde fois. Mais on ne retrouve pas facilement une doctrine à effet comme celle de l'abolition et un peuple intelligent ne se laisse pas prendre une seconde fois, en un si court espace de temps, aux menées perfides de démagogues ambitieux.

Voici, quoiqu'il en soit, le programme que certains organes radicaux présentent comme devant servir de base à la candidature de Grant.

1o Que la présence des meneurs et généraux confédérés dans les deux branches du Congrès américain, comme les représentants d'un Sud compacte, turbulent, révolutionnaire et *resolicoslisé*, nécessite le soulèvement d'un Nord armé et sur ses gardes pour préserver la nation.

2o Qu'il n'y a qu'un homme aux Etats-Unis aujourd'hui capable de conduire le Nord et de tenir tête à cette conspiration menaçante confédérée-démocrate.

3o Que le général Grant est le meneur reconnu et "le chef politique" du parti protestant en Amérique, comme Bismark l'est en Allemagne.

La première partie du programme ne paraît, au premier abord, qu'une vaine tentative pour réveiller les rancunes apaisées de la guerre, mais elle a une portée plus grande, elle fait appel à un sentiment qui date de plus loin, la jalousie sectionnelle. Elle tend à éveiller dans le peuple du Nord l'appréhension que le Sud, uni et compacte, ne reprenne bientôt le contrôle du pouvoir qu'il a eu pendant un assez grand nombre d'années.

L'introduction de la question religieuse dans la politique paraît tellement prématurée dans l'histoire du peuple américain, qu'on pourrait considérer cela comme un ballon d'essai sans valeur, si Grant lui-même n'eût rompu son silence habituel et n'eût, dans son discours de Des Moines, soulevé la question religieuse à propos des écoles publiques.

Ainsi, réveil des haines et des jalousies sectionnelles, appel aux différences d'opinion religieuse, tels sont les deux moyens qu'a imaginés la coterie de Grant pour susciter les passions dans le but de substituer à un jugement calme et raisonné du pays électoral sur la manière de conduire le gouvernement, une décision arrachée aux entraînements irréfléchis qui sont le résultat de la mise en jeu des passions et des préjugés.

Mais une tactique si machiavélique pourrait ne pas réussir à égarer la majorité d'un peuple las des luttes et des extravagances des quinze dernières année. Les radicaux le prévoient et leur programme contient un sous-entendu menaçant qui nous laisse entrevoir un autre genre de péril.

L'homme, qui a fait le 5 janvier en Louisiane, est bien capable, en effet, s'il n'a pas d'autre ressource pour se maintenir au pouvoir, de traiter la représentation de la nation comme il a traité celle d'un Etat. Il convient de ne pas envisager légèrement une pareille éventualité et nous nous réservons de revenir sur un sujet, qui pourrait devenir un sujet d'actualité beaucoup plus tôt qu'on ne le suppose généralement.

LA CONVERSION DES BONS D'ETAT.—Nous avons fait nos réserves sur la validité de l'amendement constitutionnel relatif à la conversion, l'adoption de cet amendement n'ayant jamais été, selon nous, légalement constatée, car on ne peut pas appeler constatation légale les déclarations d'un bureau des retours, dont les fraudes ont été officiellement reconnues par le fait du compromis. Quant aux opérations du bureau de conversion le rapport du comité de la Chambre en a fait connaître le caractère. Les droits de l'Etat et les intérêts des contribuables sont donc réservés.

La communication suivante, insérée comme annonce dans le *Bulletin*, soulève quelques points de fait :

A l'Editeur du *Bulletin* : Veuillez insérer comme annonce la communication suivante que le *Picayune* a refusé par la raison qu'elle est contraire à la politique de ce journal.

Bons d'Etat.

Nile-Orléans, 27 nov. 1875.

Comme on a beaucoup écrit dernièrement sur la stabilité des nouveaux consolidés d'Etat comme placement, permettez-moi de poser quelques questions précises sur l'avenir de ces valeurs.

Le montant des Bons émis jusqu'à cette date est de $6,866,413 sur lesquels l'intérêt dû le 1er janvier sera sans aucun doute payé, soit 3 1/2 pour cent sur sept millions —$215,000. Mais en admettant la supposition naturelle que le reste des anciens Bons soit converti dans le cours de l'année prochaine, comment pourra-t-on faire face à cet intérêt?

L'intérêt échu sur le reste des Bons de soit $8,000,000 à 14 pour cent, serait de $1,120,000 et l'intérêt pour l'année 1876 sera sur toute la dette (à sept pour cent) de $1,150,000 en sus.

D'où les présents fonctionnaires d'Etat, malgré la *confiance aveugle* que les bons citoyens ont en eux, tireront-ils un lait revenu?

Peut-on le lever par une taxe sur la propriété foncière, déjà tellement accrue au-delà de sa valeur qu'elle tombe, comme un fruit mûr dans la vaste guenle du "State Tax Ring?"

Votre numéro de ce matin assure que le gouverneur Kellogg est réjoui de la hausse récente dans le prix des Bons d'Etat.

La noble lettre de Mr J. B. Lafitte, dans laquelle il donne ses raisons pour ne pas servir comme président de la Bourse au Coton (s'il doit en même temps servir comme membre du Bureau de Conversion d'Etat) est une impression frisée mais vraie des sentiments de cette communauté sur la *manufacture* de Bons d'Etat.

Espérant obtenir quelqu'éclaircissement sur leur valeur présente et future, je suis, etc.

INQUIRER.

THÉATRE DES VARIÉTÉS.—La première représentation de la pièce de Daly *Big Bonanza* avait attiré hier à ce théâtre une foule assez nombreuse. La pièce et les artistes ont été bien accueillis du public dont les applaudissements ont été fréquents et chaleureux. Cette pièce contient des types très réussis et des scènes amusantes. Elle est très bien interprétée par MM. Whiting, Fawcett, Hardie, Devere et Ringgold et par mesdemoiselles Mortimer, Jewett et Jamison. La scène entre les deux cousins Cawallader à la fin du premier acte a été très bien rendue. Mlle Sarah Jewett est déjà la favorite du public.

On redonne *Big Bonanza* ce soir et demain.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — La salle de ce théâtre contenait hier soir, une foule aussi compacte que celle qui assistait le soir précédent, à la première représentation de Miss Minnie Palmer.

Une pluie incessante toute la journée nous avait fait éprouver la crainte que la seconde soirée de la charmante Miss Minnie ne fût aussi brillante que la première sous le rapport de l'assistance; mais heureusement, il n'en a pas été ainsi, car la salle présentait l'aspect d'une corbeille parfaitement garnie.

Fleurs, bouquets, applaudissements, rappels, tout enfin a prouvé à la sympathique actrice qu'elle avait conquis la faveur d'un public qu'elle ne connaît que depuis quarante-huit heures à peine.

Les deux premières représentations de Miss Palmer démontrent d'une façon non équivoque la vérité de ce que dit Cicéron dans son traité *de Amicitia* : qu'il est des figures, qui, à première vue, sont sympathiques. Bien que nous reconnaissions du talent à Miss Palmer, nous ne la croyons cependant pas encore arrivée à l'apogée de la carrière qu'elle a embrassée, ce à quoi elle ne doit prétendre qu'après une expérience de longues années.

Dans notre chronique de dimanche dernier, nous parlions d'elle par oui dire simplement, aujourd'hui, nous en parlons avec connaissance ayant assisté à la représentation de "Little Silver" et l'y ayant vue remplir le rôle de l'intitulé de la pièce.

Jeune, jolie, gracieuse, nous le répétons, Miss Palmer possède tous les charmes de la femme, et réunit à ces charmes, ceux d'une actrice devant laquelle s'ouvre un brillant avenir.

Sa voix légère qu'elle module avec une facilité extrême, possède un timbre velouté. Au premier et au dernier acte, elle a chanté deux airs qui lui ont valu des applaudissements prolongés.

La pièce de Mr Cha. E. Callahan, écrite expressément pour Miss Palmer n'est pas précisément un chef-d'œuvre, mais elle permet à sa principale interprète, Miss Minnie de révéler beaucoup d'esprit, rôle que tenteraient fort peu d'actrices, même les plus habituées au feu de la rampe. Walter Kelly dans le rôle de Dick Downes est bon. Quant à Ketchum, l'acteur par excellence de la troupe régulière, il est très amusant; c'est un type qu'on ne peut voir sans rire. Le principal élément de son succès est, nous le croyons, la façon dont il se grime.

Bref "Little Silver" est une pièce bien montée et doit produire des recettes fructueuses.

Nous apprenons que Miss Palmer n'est qu'une étoile filante; c'est-à-dire que son séjour en notre ville ne se prolongera pas plus d'une semaine. Nous espérons cependant que sa première visite ici ne sera pas la dernière, et que le bienveillant accueil qu'on lui aura fait et dont elle gardera toujours le souvenir, l'engagera à revenir à la Nouvelle-Orléans.

THÉATRE ST. CHARLES.—La témérité des dames n'a positivement pas de bornes, car en dépit de l'affreux temps d'hier, bon nombre de blondes et de brunes ont bravé l'humidité des rues pour assister à la première représentation de "Jules Cesar", par Lawrence Barrett.

Dans le rôle de Cassius comme dans tous ceux qui lui sont confiés, Barrett s'est révélé tout entier et a été parfaitement secondé par Norton.

Ce soir "Koesdale", pièce où Barrett paraît le plus à son avantage.

La Présidence de la Bourse au Coton.

La correspondance suivante a été échangée entre un certain nombre de membres influents de la Bourse au Coton et Mr Lafitte. Dans la lettre de Mr Estlin et autres, nous remarquons cette phrase significative "d'autant plus que l'honneur d'être "président de la Bourse" pourrait être conféré, de temps en temps, à des hommes que leurs intérêts et leurs relations rendraient impropres à occuper la position de membre *ex officio* du bureau de conversion."

Les membres de la Bourse au Coton sont évidemment, comme l'ont été ceux de la Chambre de Commerce, désireux d'avoir un président indépendant, par ses intérêts et ses relations, de toute influence politique. Il est regrettable; à ce point de vue, que Mr John B. Lafitte n'ait pu accepter la position qui lui était offerte.

Nile-Orléans, 26 novembre 1875.

A Mr John B. Lafitte.

Cher monsieur—Votre lettre du 24 du courant, adressée aux membres de la Bourse au coton de la Nile-Orléans, a été reçue favorablement par une très grande majorité des membres, qui se sont prononcés énergiquement pour toute ligne de conduite dont le résultat serait de mettre la Bourse à l'abri d'influences politiques, de la maintenir dans le cercle d'opérations purement commerciales ainsi que le veulent sa constitution et sa charte.

Nous sommes d'opinion que la loi qui constitue le président de la Bourse au Coton, quel qu'il soit, membre "ex-officio" du bureau de conversion est un danger imminent pour la Louisiane, car l'honneur de cette présidence pourrait être décerné à ceux dont les intérêts et les relations les rendent indignes de ce poste.

Nous vous prions conséquemment de permettre que nous continuions à vous porter candidat à la présidence, attendu que nous sommes persuadés que vous êtes le choix d'une majorité des membres.

R. W. Estlin,	D. A. Given,
A. B. Garron,	Jno. S. Groves,
L. G. De Fiale,	J. D. Hawkins,
Perry Nugent,	Jas. I. Stewart,
J. Wolkart,	Harrison Watts,
C. H. Chase,	Ed. F. Stockmeyer,
A. E. Bignon,	Wm. Sanchez,
Wm. Cunningham,	T. P. Devoe,
G. Korndoffer,	W. Muller,
Jno. E. Apje,	H. Vienne,
Ch. Honold,	L. La Comte,
J. Lorber,	Jules Maxent,
A. J. Aiken,	Jas. DeBuys,
Amt. L. Browne	A. T. Janin,
C. W. Robinson,	E. F. Holsan,
Wm. A. Gwyn,	Jno. D. Fowler,
P. G. Gibert,	W. T. Blakemore,
Jno. Roland,	P. Faure,
J. B. Lallande,	G. A. Bell,
Hugh Allison & Co.,	Jas. B. Anderson,
Edw. Morphy,	Wm. A. Bell.

Nile-Orléans, 27 Nov. 1875.

A MM.- R. W. Estlin, John S. Groves, Perry Nugent et autres, membres de la Bourse au Coton de la Nile-Orléans:

Messieurs,—J'ai reçu et considéré attentivement votre communication du 26 du courant.

Tout en partageant pleinement les opinions que vous exprimez, et tout en étant prêt à faire, invariablement, ce qui sera de nature à rendre l'Exchange encore plus prospère et utile, je me vois forcé de m'en tenir à ma détermination de ne pas être candidat à la prochaine élection—détermination que j'ai déjà eu l'honneur de vous communiquer.

Je vous prie d'accepter mes sincères remerciements pour la nouvelle preuve de confiance que vous venez de me donner, et de me croire

Votre obéissant serviteur,

JNO. B. LAFITTE.

CORRESPONDANCE TÉLÉGRAPHIQUE.

CINQ MILLE PIASTRES POUR CINQ AIRS. —LA PROPOSITION N'EST PAS ACCEPTÉE.— Il est bien positif que M. Howard, président de la Compagnie de Loterie de la Louisiane, a offert cinq mille piastres à Mlle Tietjens pour cinq airs qu'on lui proposait de chanter à l'Académie de Musique, le 27 décembre, à l'occasion du tirage de la grande loterie dite *Gaddi Drawing*. Voici la correspondance qui a été échangée entre Mr. Howard et Mr. Max Strakosch :

(*Correspondance télégraphique.*)

Nile-Orléans, 27 novembre 1875.

A Mr. Max Strakosch,
Everett House, New York.

Je donnerai à Tietjens cinq mille piastres pour cinq chansons au Tirage d'Or de la Loterie de l'Etat de la Louisiane à l'Académie de Musique, lundi, 27 décembre. — Répondez.

C. T. HOWARD,
Président de la Cie. de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

New York, 29 novembre 1875.

A Mr. C. T. Howard, président de la Cie. de Loterie de la Louisiane.

Je ne puis pas accepter votre offre libérale. Tietjens est engagée à Boston pour le 25 et le 26. Je serais heureux de m'entendre avec vous pour une autre époque.

MAX STRAKOSCH.

Nile-Orléans, 29 novembre 1875.

A M. Max Strakosch,
Everett House, New York.

Je regrette vivement que Tietjens ne puisse accepter. Impossible de nous entendre pour une autre époque, car le tirage d'Or ne saurait être ajourné.

T. C. HOWARD,
Président de la Cie. de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

☞ Les ménagères sont étonnées de l'économie qu'elles réalisent en achetant le café grillé et moulu au grand dépôt de thé de la rue du Camp, No 5. Le débit en est si grand qu'il a fallu employer une machine à vapeur pour le moudre et répondre ainsi à toutes les demandes.

LE QUATORZE SEPTEMBRE.—Mr Albert Fabre, éditeur-propriétaire, nous prie de publier la communication suivante qu'il adresse à ses lecteurs :

Nouvelle-Orléans, 29 novembre 1875.

Le quatrième numéro du *Quatorze Septembre* qui devait paraître hier—sera publié LUNDI prochain, le 6 décembre, ce délai m'ayant été imposé par suite de la nécessité où je me trouve de me procurer le matériel d'imprimerie dont j'ai besoin pour ne plus avoir à subir les exigences ou les caprices des entrepreneurs de *Jobs*.

Il sera tenu compte aux souscripteurs et aux annonceurs de cette lacune, et le *Quatorze Septembre*, à partir de ce quatrième numéro, sera établi sur une base solide et surtout *indépendante* et durable.

ALBERT FABRE.

☞ Les grands consommateurs de café ne doivent pas perdre de vue qu'une livre de café grillé et moulu au grand dépôt de la rue du Camp No 5 est égale à une livre et quart de café préparé dans les familles; il y a donc tout à la fois économie d'argent et de peine à l'acheter au grand dépôt.

LE DIMANCHE.—Nous avons reçu hier le premier numéro du *Dimanche*, journal publié en français par une société de typographes. Le programme politique de notre nouveau confrère est excellent par le fond et révèle par la forme une plume habile et exercée. Un bon article sur les "Partis et le républicanisme en France", une intéressante chronique de la Nouvelle-Orléans, une fine causerie du poète Adolphe Falonge, une poésie de C. C. T., sur les "Martyrs du 4 décembre", et un grand choix de matières diverses, composent l'excellente rédaction de ce premier numéro.

Nous souhaitons au *Dimanche* une cordiale bienvenue dans les rangs de la presse conservatrice en général et plus spécialement dans le cercle de la presse franco-louisianaise.

☞ Tout le monde est convaincu maintenant que le café grillé et moulu qui est débité au grand dépôt de la rue du Camp, No 5, est non seulement le moins cher mais encore le plus frais et le plus agréable de tous les cafés vendus sur ce marché. Nous invitons nos lecteurs à en faire l'essai.

—S'il faut en croire le correspondant parisien du *Journal de Rouen*, ce ne serait pas l'ouvrage entier que M. Thiers prépare depuis des années, qui paraîtrait prochainement. Cet ouvrage, dont le titre n'est pas encore définitivement arrêté, qu'on appelle provisoirement l'*Homme et la Matière*, formera trois volumes. Le premier seul est positivement achevé.

☞ Les visiteurs de la campagne, qui ont besoin de thé ou de café, ne doivent pas oublier de faire une visite au grand dépôt de thé et de café de la rue du Camp No 5 où une machine à vapeur est toujours en activité pour répondre aux besoins de la consommation.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Réunion d'un certain nombre des membres du Barreau relativement à la nomination d'un juge de District des Etats-Unis.

Depuis que le notoire Durell a été contraint de donner sa démission, servant ainsi de victime expiatoire pour tous les méfaits qui ont été commis en Louisiane, depuis trois ans, par le parti radical en général, son siège comme juge de District des Etats-Unis est toujours resté vacant.

Il a été question plus que jamais dernièrement de remplir cette vacance.

Il ne manque pas de candidats parmi les radicaux, mais comme il n'y aura qu'un seul élu, et que ce choix dépend du président Grant avec l'endossement du Sénat, les candidats font jouer chacun leurs ficelles plus ou moins secrètes.

Les deux qui semblent avoir le plus de chance sont messieurs Billings et Williamson.

Le premier est connu comme un homme intelligent et un habile avocat, mais aimant trop l'argent et les honneurs qui rapportent, pour avoir un bagage considérable de scrupules. Il a été l'âme damnée de Kellogg, son conseiller intime, après avoir été son concurrent pour la place de gouverneur, à la convention radicale et panchée de Baton Rouge, en 1872.

Billings est soutenu, avec un zèle trop ardent pour être absolument désintéressé, par le sénateur West.

Le second, Mr Williamson, qui a été, dit-on, colonel dans l'armée confédérée, ne s'appelle pas un républicain radical, mais il l'est de fait.

Ce monsieur Williamson, qui est un homme du Sud, né en Virginie, si nous ne nous trompons, mais ayant habité la Louisiane pendant de longues années, a été en 1872 président de la convention de la réforme, qui s'est réunie à la salle maçonnique de la rue St-Charles, à l'angle de la rue Pordido.

Mr Williamson avait été proposé comme le candidat pour le gouvernor de l'Etat par un comité de conférence, composé de membres de la convention de la réforme et de la convention démocratique siégeant à l'Opéra.

Ayant été battu et le gouverneur Money nommé à sa place, Mr Williamson s'est jeté à corps perdu dans le *Grantisme*, et il est devenu l'ami intime du Président, qui, le traitant comme un beau-frère, l'a nommé ambassadeur dans l'Amérique du Sud.

Les amis de Mr Williamson espèrent faire recommander la nomination de celui-ci par les membres du Barreau de la Nouvelle, afin de pouvoir démontrer à Grant, déjà très disposé à favoriser un ami, qu'en faisant Mr Williamson juge, non seulement il rendra un service à celui-ci, mais qu'il donnera également satisfaction au Barreau de la Nouvelle-Orléans.

Dans ce but, on a essayé d'avoir deux assemblées d'avocats pour faire désigner le nom de Mr Williamson au président, mais on a échoué complètement. La dernière de ces assemblées, à laquelle n'assistaient que quelques avocats, a fini par s'ajourner indéfiniment sans faire la moindre recommandation.

Nous avons dit qu'il n'y avait que trente-deux avocats à cette dernière assemblée,—il y en avait encore moins à la première.—C'est que les membres les plus éminents, et la grande majorité du Barreau, d'ailleurs, en sont abstenus complètement d'y participer, pensant avec raison qu'entre Mr Williamson et Mr Billings il n'y a pas de choix à faire pour des Louisianais.

Le premier est peut-être moins mauvais que le second, mais voilà tout.

Qu'on laisse donc le général Grant décider selon son bon plaisir, sans que nous, Louisianais, nous nous mêlons de lui adresser des recommandations.

Mr Williamson a tourné le dos à son parti et à la Louisiane, après l'élection de 1872.

De quel droit, maintenant, vient-il demander l'appui des Louisianais respectables.

Il est vrai que Mr Williamson se dit indépendant en politique, mais nous n'aimons pas les gens qui savent se servir de cette prétendue *indépendance* pour manger à tous les ratéliers.

Un juge nègre qui n'a pas envie de donner sa démission.

Un certain Dula, couleur, qui remplit les fonctions de juge, dans la paroisse Ouest-Féliciana, a reçu, il y a quelque temps, une lettre signée par tous les avocats de sa paroisse, et priant sa démission pour cause d'incapacité et lui demandant de renoncer à des fonctions qu'il ne pouvait pas remplir convenablement, en faveur d'un avocat nommé Mr Caillouet.

Dula, après avoir beaucoup réfléchi, avait consenti à regret, mais le sénateur radical Weber voulait bien qu'il donnât sa démission, à condition cependant que le successeur soit un certain Newsham, son protégé.

Mercredi dernier un certain nombre de partisans de Weber et de Newsham se sont rendus à la résidence de Dula pour exiger sa démission en faveur de ce dernier, mais ils ont trouvé la maison vide. Dula ayant pris le parti de venir à la Nouvelle-Orléans, où il se trouve en ce moment, pas décidé du tout à donner sa démission.

Tué par un moteur de la rue St-Charles.

Dimanche matin, vers neuf heures, un homme de couleur du nom de David Sharp, marchait rue St-Charles, allant du côté de la rue du Canal, en suivant la voie du chemin de fer Carrollton.

Arrivé près de l'encoignure Walnut, il s'est aperçu qu'un char venait aussi derrière lui et a voulu l'éviter, mais un autre char venait aussi dans un sens opposé, et le malheureux a eu un moment d'hésitation qui l'a perdu, car il n'avait pas quitté la voie qu'un des moteurs le renversait et passant paralysés son corps le tuait presqu'instantanément.

Le conducteur de char Camille Vesant a fait tout en son pouvoir pour arrêter le moteur, mais il n'a pas réussi.

Lorsque la mort de David Sharp eut été constatée, il a été arrêté et enfermé au poste du septième precinct, accusé d'homicide.

Club conservateur de couleur.

Soixante hommes de couleur se sont réunis vendredi soir dernier pour organiser un club conservateur.

La résolution suivante a été adoptée:

Résolu, que le but de cette assemblée est de proclamer notre adhérence au parti conservateur. Quand nous disons adhérence, nous entendons que nous voulons travailler pendant la prochaine campagne électorale dans l'intérêt des conservateurs.

Nous entendons voter pour les candidats que les conservateurs choisiront et nous ne les abandonnerons pas tant qu'ils agiront franchement avec nous, car nous sommes fatigués du parti radical de spoliation.

Le meurtre de McNamara.

J. J. Dowling, qui a tué John McNamara, le conducteur d'un char urbain de la ligne de la rue Annonciation, a comparu devant la Cour municipale du premier district, juge Evans, pour subir un examen préliminaire.

Comme Dowling n'est accusé que d'homicide, il a été mis sous caution de $15,000 pour avoir à se présenter devant la Cour Criminelle Supérieure.

Club d'escrime de la Nouvelle-Orléans.

L'art de l'escrime n'est pas encore complètement abandonné à la Nouvelle-Orléans, grâce à l'existence du club d'escrime. Ce club, dont le professeur attaché est M. Gustave Radelz, a son local rue de la Douane No 66 et est maintenant ouvert le soir aussi bien que dans la journée. Il doit y avoir ce soir un grand assaut auquel sont invités à assister tous les anciens membres du club.

L'escrime est un des meilleurs exercices pour les jeunes gens astreints à des occupations sédentaires, et le club étant maintenant ouvert le soir, il nous semble que le nombre de ses membres devrait être promptement augmenté.

En l'honneur de la mort du vice-président Wilson.

On a tiré, hier, du canon en l'honneur de la mort du vice-président Wilson, le matin à six heures, à midi, et le soir à six heures.

Cour de Circuit des Etats-Unis.

Le juge Woods a ouvert sa Cour, hier matin, mais après avoir fixé la date des différents procès qui doivent être plaidés, quelques uns très importants, il a ajourné à lundi prochain.

Cour Criminelle Supérieure.

Le juge Steele, de la Cour Criminelle Supérieure, ayant adressé une communication à l'avocat général Field, pour lui demander de s'occuper sans retard des procès les plus importants, afin de dégager autant que possible le dossier de la cour, celui-ci a fixé pour le mois de décembre onze affaires qui entraînent la peine capitale, dont sept pour meurtre au premier degré; une pour vol à main armée et deux pour viol.

Le cas de Didio Baptiste, alias Camellio Cabello, et de Francisco Martini, alias Sylvio Antonio, canvainous d'avoir noyé dans la cabane à bain du restaurant Miguel, au lac Pontobartrain, un jeune Corse du nom d'Antonio Caraffa, dont ils avaient assuré la vie en leur faveur, et condamnés aux travaux forcés à perpétuité, est de ce nombre, la Cour Suprême ayant accordé une nouvelle audition de cause.

Petit incendie.

Hier après-midi, vers deux heures, le feu a pris à la cuisine de la maison sise rue des Usselines No 250, entre Robertson et Claiborne, appartenant à Louis Collin, sacristain à l'église St-Augustin.

La bâtisse a été consummée et les pertes peuvent être évaluées à $250,

Une décision renversante de la Cour Criminelle Supérieure.

On se souvient qu'il y a deux semaines Mr Charles Luzenberg, employé comme avocat par quatre membres radicaux de la Chambre des Représentants, Matthews, Yorke et deux autres, accusés de vénalité et de corruption avait adressé une pétition à la Cour Suprême, demandant que le Grand Jury, qui a décrété la mise en accusation des quatre illustres personnages en question, fût déclaré incompétent, parcequ'il avait été formé illégalement par Mr George H. Brangtin, qui remplissait les fonctions de juge de la Cour Criminelle Supérieure, pendant la maladie du juge Atocha, sans autorité réelle ou droit, le juge Atocha n'étant pas mort et n'ayant pas donné officiellement sa démission.

C'était là une question de la plus haute importance.

La Cour Suprême l'a résolue hier, en décidant que la demande de Mr Luzenberg était bien fondée et que le grand jury, formé par Mr George H. Braughn pendant qu'il remplissait les fonctions de juge à la Cour Criminelle Supérieure, sans mandat légal, en l'absence du juge Atotha, n'était pas compétent.

Cette décision est renversante, car elle frappe de nullité tous les jugements rendus par la Cour Criminelle Supérieure pendant la maladie du juge Atocha et avant le décès de celui-ci.

Les assassins, les voleurs, les incendiaires, etc., doivent bénir messieurs Ludeling et consorts de la Cour Suprême.

Nous ne prétendons pas dire qu'en droit la décision de la Cour Suprême ne soit pas juste, mais nous avons le droit de blâmer l'avocat-général Field, l'avocat de District McPhelin, les avocats en général et M. Luzenberg en particulier d'avoir permis que la question de la compétence de M. Braughn comme remplaçant du juge Atocha à la Cour Criminelle Supérieure fût approfondie si tard.

Mr Field le premier, puisque le premier, en qualité d'avocat-général, il est chargé de veiller à l'administration de la justice dans l'Etat, aurait dû agir le jour même où Mr Braughn a été appelé par le juge Atocha à occuper le fauteuil de la Cour Criminelle Supérieure, et soumettre à la Cour Suprême la question de sa compétence comme juge.

Sa négligence plus que blâmable est peut-être un bienfait pour les criminels, mais elle est très regrettable pour les honnêtes gens, et va augmenter encore considérablement les frais de la ville.

Les deux condamnés qui devaient être exécutés vendredi prochain, Whiskey Bill et Fenderson, auront maintenant droit à une nouvelle audition de cause, en vertu de la décision de la Cour Suprême.

Une descente de la police chez des voleurs

Le capitaine Malone, chef du service de sureté de la police, avec plusieurs détectives, a fait hier matin une descente chez deux voleurs notoires, nommés Harry Clifford et Johny Sears, demeurant au pied de la rue Calliope, dans une sorte de vieille maisons, dont le locataire principal, ou le propriétaire, est un certain Lannigan.

Le capitaine Malone a eu le bonheur de trouver au lit les deux voleurs qu'il cherchait, et les deux voleurs ainsi que Lannigan ont été arrêtés.

On a trouvé dans le logement des industriels en question deux revolvers, un trousseau de clefs et une valise pleine de paquets de tabac étiquetés "Sunny Side" que l'on dit avoir été volés de la grocerie de Mr Walters, rue Tchoupitoulas.

TEMPÉRATURE.—29 Nov. 1875.

Thermomètre de C. DUHAMEL, opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	68	20
13 M.	70	21
3 P. M.	68	20
6 P. M.	65	18

PRENEZ UN BILLET.—A tous ceux qui ont trouvé que la meilleure partie de leur vie, nous disons: prenez un billet—A tous ceux qui sont las de travailler ou qui sont malades: prenez un billet—A tous ceux qui s'engagent dans la bataille de la vie sans capital: prenez un billet.—Aux jeunes familles où les bouches se multiplient plus vite que le pain; prenez un billet.—A ceux qui sont malheureux en amour ou en affaires: prenez un billet.—A ceux qui ont besoin de confort ou d'encouragement: prenez un billet.—A ceux qui ont confiance en eux-mêmes et qui savent que qui n'aventure rien n'a rien: prenez un billet.—A tous ceux qui veulent remplacer les épreuves et les tribulations d'une médiocrité gênée par la fortune et le plaisir: prenez un billet.

Il faut que quelqu'un gagne $100,000 en or, un autre $50,000, un troisième $20,000. Vous avez une chance sur six de gagner un prix, c'est certain. Il y a 2580 lots avec un demi-million en or à diviser parmi 20,000 porteurs de billets—prenez-en un.

Ce plan est le meilleur, le plus grand et le plus libéral qui ait jamais été offert. La loterie de l'Etat de la Louisiane a été régulièrement incorporée par la Législature pour plus de 7 ans. Sa solidité est hors de doute et ses tirages sont toujours conduits avec la justice et l'impartialité les plus sévères. Ainsi, soyez sage et prenez un billet.

Les billets coûtent seulement $50 pièce, en monnaie des E. U. Ils sont divisés en coupons représentant des vingtièmes.

—18—

Renforcement rapide.—Quand les énergies physiques sont surchargées de travail ou faiblissent par la violence du mal, elles ont besoin d'un prompt renforcement. Une vigueur nouvelle est rapidement acquise au moyen d'un tonique stimulant, et parmi les ressources médicales de cette classe, les "Hostetter's Stomach Bitters" méritent assurément une place éminente. La faiblesse, qu'elle soit constitutionnelle ou qu'elle vienne de maladie ou de fatigue, ne peut passer réellement que lorsqu'on a recours à ce cordial de premier ordre. L'invalide, le convalescent, les vieux et les infirmes trouvent que ces Bitters sont une source